



Les guerres culturelles vont-elles s'accroître ?

ENTRETIEN

ALAIN LALLEMAND

Faut-il en finir avec le ministère de la Culture, rendre aux personnages des crèches un visage blanc et au *Zwarte Piet* un visage noir, ou l'Europe doit-elle accepter les discours d'extrême droite au nom de la liberté d'expression ? Tels sont quelques-uns des faux débats qui ont agité l'année écoulée dans un prétendu contexte de « guerre culturelle ». L'année nouvelle va-t-elle nous resservir les plats *ad nauseam* ?

Titulaire de la chaire de communication stratégique à l'ULB, le Pr Jan Zienkowski étudie les discours politiques, la métapolitique, le populisme et la propagande, avec un intérêt particulier pour les « guerres culturelles ».



L'imaginaire des guerres culturelles simplifie la réalité politique et, adopté en masse, risque de devenir une prophétie autoréalisatrice

C'est quoi, la « guerre culturelle » ?

Le concept renvoie à un sens d'anxiété et de crise. Le mot évoque une panique morale par rapport aux pratiques, normes et valeurs qui supposément constituent « le cœur », « l'âme » ou encore « l'essence » d'une nation, d'une société ou d'une civilisation. Il s'agit d'une métaphore qui offre une grille d'analyse idéologique permettant de penser le désordre sociétal comme le résultat d'agressions malveillantes. On peut parler d'une guerre culturelle initiée par la gauche ou la droite, mais les acteurs qui évoquent les guerres culturelles dans leur rhétorique politique sont aujourd'hui pour la plupart de signature illibérale et anti-progressiste. L'imaginaire des guerres culturelles simplifie la réalité politique et, adopté en masse, risque de devenir une prophétie autoréalisatrice. Il faut donc faire preuve de prudence face à l'usage de ce terme. La notion des « guerres culturelles » soutient une vision polarisée de la société, qui laisse très peu d'espace à la diversité et au pluralisme

idéologique.

Beaucoup d'acteurs, surtout côté « droite » du champ idéologique, considèrent qu'il y a réellement une guerre culturelle qui est menée et que les acteurs « libéraux » – tout ce qui est plus à gauche qu'eux – menacent fondamentalement la culture nationale, européenne ou occidentale. Et avec ce mot « culture », ils veulent souvent dire « notre nation » ou « notre civilisation ». C'est un discours qui s'articule très facilement avec des idées telles que le grand remplacement. C'est une vision très polarisée, qui met systématiquement en cause toutes les institutions et acteurs constituant en réalité une démocratie. La métaphore de la guerre culturelle occulte le fait que la démocratie implique le désaccord organisé.

Quel est le bon terme pour remplacer « guerre culturelle » ?

C'est une question que je me pose aussi. Ma proposition serait d'éviter cette notion en tant que grille d'analyse. Il ne s'agit pas d'une description objective de la réalité. Les « guerres culturelles » sont des conflits sur ce qui constitue ou non une forme de politique légitime. Qui a le droit d'influencer notre politique ou de jouer un rôle politique, de prendre la parole ? Les minorités racialisées ont-elles le droit de parler d'un racisme institutionnel ? Les académiques ont-ils le droit au militantisme ?

Prenons le cas du « front » de la migration. Au fond, il s'agit de la question : à quel type de personne va-t-on accorder

Les partis nationalistes et d'extrême droite (ici Matteo Salvini et Marine Le Pen) invoquent une « guerre culturelle » pour poser en termes clivants des débats qui devraient être de fond. © REUTERS.

ABONNÉS



Entre condamnations de Nicolas Sarkozy, Marine Le Pen et soutiens politiques controversés, 2025 illustre les tensions sur l'indépendance de la justice en France.

nal financier nécessite des spécialistes. Mais ces spécialistes sont précisément ceux pour lesquels la fonction de magistrat devient moins attractive, notamment à cause des réformes touchant les pensions et les salaires. » En 2025, le monde judiciaire est descendu plusieurs fois dans les rues pour dénoncer une justice « asphyxiée ». « Il s'agit de défendre l'intérêt général et de garantir que la magistrature de demain reste de qualité et diversifiée. »

Le danger est insidieux. « La corruption commence par un petit service, puis un billet, puis des montants plus importants. Puis viennent les menaces. L'engrenage est cruel. La justice n'y est pas à l'abri. Il faut protéger les juges, mais aussi les greffiers et l'ensemble du personnel judiciaire », souligne Laurence Massart. Selon elle, si la corruption est dangereuse dans tous les secteurs, elle l'est encore plus dans la justice, pilier de la cohésion sociale et de l'Etat de droit.

Malgré ces défis, Frédéric Van Leeuw insiste sur l'importance de ne pas céder au pessimisme : « Le pouvoir judiciaire reste indépendant, mais il faut rester attentif. Il est crucial que les citoyens comprennent le rôle réel de la justice et que les magistrats restent concentrés sur l'application de la loi, sans être instrumentalisés ni influencés. » En 2026, ce qui est certain, c'est que la justice, « vieille dame mal soignée », réclame ses soins.

épandus dans les champs et aux abords des champs. Ces pratiques sont plus répandues en Belgique que dans d'autres pays. Je ne comprends pas que certains scientifiques relativisent encore l'impact négatif de ces produits. »

Pour autant, le scientifique ne se veut pas défaitiste. Selon lui, contrairement à la lutte contre le réchauffement climatique, les actions menées pour assurer la biodiversité peuvent rapidement porter leurs fruits. Elles peuvent aussi être locales. Chacun peut agir, citoyens ou acteurs publics, « comme les abeilles sont au cœur des écosystèmes, chaque action peut avoir un effet bénéfique rapide », dit-il. « On l'a vu durant la crise du covid. La population s'est intéressée à la nature et la biodiversité est revenue. »

Au quotidien, dans les jardins, la biodiversité, ce sont 400 espèces d'insectes que l'on peut observer, selon Denis Miché. Laisser pousser sa pelouse non tondue en tout ou en partie, verdifier les villes et choisir des arbres peut être bénéfique pour les pollinisateurs. « Ça peut être des arbres mellifères. Et là on va joindre les combats contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité. Les abeilles pollinisent 90 % des fleurs d'Europe. Si elles disparaissent, ça posera un problème de reproduction de certaines plantes qui affectera d'autres espèces, dont l'humain, à travers un manque de nourriture, d'oxygène et de filtration de l'eau. L'érosion des sols va s'amplifier. Les abeilles, c'est l'huile d'un moteur. Sans elle, il ne fonctionne pas ! »



le statut de citoyen ? Quelle importance accorde-t-on aux droits humains ? Et quels types d'actions politiques sont considérés comme acceptables ?

La question qu'il faut se poser est alors : quelle place accorde-t-on aux points de vue, aux expériences et aux revendications des minorités au sein de notre société ? C'est une question fondamentale pour la politique.

Quelles sont les forces à l'œuvre derrière cette polarisation illibérale ?

C'est un sentiment d'anxiété, que ce soit par rapport à une certaine façon de vivre, une certaine façon de s'exprimer. Beaucoup de petites guerres culturelles portent sur des paniques morales comme, en Flandre, le *Zwarte Piet* de Saint-Nicolas qui n'est plus un *black face*. Citons à Bruxelles toute la polarisation sur la crèche. Ce discours joue sur la nostalgie, une vision idéalisée du passé. Je pense que le discours sur les guerres culturelles permet en fait d'articuler toutes ces microcontroverses dans une vision globale qui donne à penser qu'il y aurait un plan malveillant derrière tous ces changements. Le discours des guerres culturelles se prête très bien aux théories conspirationnistes.

Ce phénomène est-il appelé à s'aggraver en Belgique francophone ?

Je pense que oui. En tout cas, il faut une réelle prise de conscience afin d'éviter que ce discours s'installe davantage. C'est un discours qui circule très bien, surtout dans un paysage médiatique où les réseaux numériques fonctionnent à travers des algorithmes qui exploitent une économie de l'attention. Rien n'attire davantage l'attention que la peur ou l'anxiété.

Est-ce que 2026 pourrait être l'année de la réaction contre ces mots et concepts qui seraient à proscrire ?

Je pense que les problèmes qui sont associés à la « guerre culturelle » ne vont pas disparaître. Je me pose plutôt la question suivante : est-ce que l'on va continuer à parler, par exemple, de la migration, des droits des minorités, des droits humains, etc., comme faisant partie d'une « guerre culturelle » ? Ou va-t-on voir un rejet de ce vocabulaire, accompagné par une prise de conscience du fait que, très souvent, ce discours est mobilisé afin de problématiser des revendications démocratiques ?

Les instances européennes pourraient être contaminées ?

C'est un danger. Au niveau européen, il existe des partis qui connaissent très bien les discours sur les « guerres culturelles ». Du côté de l'extrême droite, par exemple, la politisation des enjeux « culturels » se trouve au cœur de leur projet idéologique et stratégique. Une notion très importante est celle de « métapolitique » : il faut changer les mentalités, changer la culture, travailler d'abord en dehors du contexte de la démocratie représentative, via des médias, publications, magazines, etc., ne pas faire de politique à travers les partis politiques. L'objectif est de rendre non pertinente la démocratie libérale. Il s'agit d'une pensée fasciste.

C'est là que vous voyez le principal danger pour l'Europe ou pour la Belgique : une métapolitique qui amène cette polarisation au niveau continental ?

Ce qu'on voit actuellement, c'est un conflit métapolitique. Plusieurs formes d'illibéralisme s'opposent fondamentalement au principe même des droits humains et à tout le système mis en place après la Seconde Guerre mondiale. De l'autre côté, on retrouve un paysage assez fragmenté, peuplé par des acteurs qui, malgré leurs différences, s'accrochent dans une vision plus pluraliste. On y trouve des socialistes, des verts, divers partis de gauche, la société civile et des libéraux classiques. Ceci dit, si on prend le cas de la Belgique, Bouchez a adopté un discours illibéral en parlant des « fronts » classiques des guerres culturelles. Je vous recommande de comparer ses propos concernant le secteur culturel, la RTBF et notre « culture occidentale » avec celles de la brochure *Cultuurstrijd* du Vlaams Belang. Il n'y a pas de cordon sanitaire au niveau des idées et stratégies entre les acteurs partageant l'imaginaire de la guerre culturelle.